Note stratégique · Octobre 2025

Coopérations universitaires Afrique · Amériques : cartographie 2026

IEGSI Forum

IEGSI Forum · Institut Européen de Gouvernance et de Stratégie Internationale

Résumé

Cartographie inédite des partenariats académiques et scientifiques structurants entre établissements africains et des Amériques, et perspectives de coopération renforcée.

Pour citer ce document

IEGSI Forum (2025). « Coopérations universitaires Afrique · Amériques : cartographie 2026 ». IEGSI. https://iegsi.eu/publications/afrique-amerique-coopuniv

Document original intégral

Les pages de la publication originale sont reproduites intégralement à la suite de cette page de présentation. Leur pagination et leur contenu sont conservés.

IEGSI Forum

Plateforme de dialogue stratégique et de coopération internationale

Institut Européen de Gouvernance et de Stratégie Internationale

TYPE	RÉFÉRENCE	CLASSIFICATION
NOTE STRATÉGIQUE	IEGSI-FRM-NS-2025-007	Diffusion publique

Coopérations universitaires Afrique–Amériques : cartographie 2026

Cartographie inédite des partenariats académiques et scientifiques structurants entre établissements africains et des Amériques, et perspectives de coopération renforcée à l'horizon 2030

Équipe de rédaction : Pôle Coopération Internationale et Enseignement Supérieur, IEGSI Forum

Institution : IEGSI — Institut Européen de Gouvernance et de Stratégie Internationale

Révision : Comité scientifique et stratégique IEGSI

Référence : IEGSI-FRM-NS-2025-007

Version : 1.0 — Édition 2025

Contact : forum@iegsi.eu · www.iegsi.eu

Mots-clés : *coopération universitaire ; Afrique ; Amériques ; partenariats académiques ; mobilité étudiante ; diplomatie scientifique ; enseignement supérieur ; co-publications ; fuite des cerveaux ; UNILAB ; Fulbright ; CAPES*

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

CONTEXTE ET ENJEUX

Les relations académiques entre le continent africain et les Amériques connaissent depuis le milieu des années 2010 une intensification remarquable, portée par des dynamiques complémentaires : la montée en puissance de systèmes universitaires africains plus actifs dans la recherche de partenariats internationaux, la prise de conscience croissante dans les Amériques de la centralité stratégique du continent africain pour les décennies à venir, et la révolution numérique qui a substantiellement réduit les coûts de la coopération académique transfrontalière. Cette intensification se déploie cependant sur un arrière-plan d'asymétries structurelles profondes qui conditionnent la nature et l'efficacité des partenariats existants, et que toute politique de coopération renforcée doit prendre en compte pour éviter de reproduire les schémas d'extraction intellectuelle que l'histoire des coopérations Nord-Sud a trop souvent engendrés.

PRINCIPAUX CONSTATS DE LA CARTOGRAPHIE

Cette note stratégique présente les résultats d'une cartographie inédite conduite par l'IEGSI Forum sur la base d'un recensement de 847 accords de partenariat académique et scientifique actifs entre établissements africains et établissements des Amériques, complété par une série de soixante-deux entretiens avec des responsables universitaires, des directeurs de programmes de coopération et des experts de la diplomatie scientifique dans les deux régions. Quatre constats majeurs structurent cette analyse. La coopération académique Afrique-Amériques reste massivement dominée par l'axe États-Unis-Afrique subsaharienne anglophone, qui représente à lui seul 54 % des partenariats recensés, alors que l'espace lusophone brésilien-africain constitue le deuxième pôle en développement le plus dynamique avec une croissance annuelle de 23 % sur la période 2020-2025. Les disciplines STEM concentrent 61 % des accords de partenariat, au détriment des sciences humaines, sociales et des humanités dont les apports à la compréhension des dynamiques de développement sont pourtant irremplaçables. La mobilité étudiante reste très déséquilibrée : on dénombre six étudiants africains dans les Amériques pour un étudiant américain ou latino-américain en Afrique, reflétant une logique d'absorption plutôt que d'échange. Les co-publications scientifiques Afrique-Amériques représentent 8,3 % de la production scientifique africaine en 2024, en progression de 41 % depuis 2018, mais avec une concentration excessive sur un petit nombre d'universités africaines d'élite.

RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES

Sur la base de cette cartographie et de l'analyse des forces et faiblesses des dispositifs existants, l'IEGSI Forum formule quinze recommandations opérationnelles organisées autour de cinq axes stratégiques : rééquilibrage géographique et linguistique des partenariats, développement de la réciprocité réelle dans les échanges, renforcement de la coopération en sciences humaines et sociales, valorisation des diasporas africaines des Amériques comme levier de coopération, et construction d'architectures institutionnelles plus durables et moins dépendantes des financements projectuels.

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

847	54 %	+17 %	6:1	8,3 %	+23 %
Accords actifs recensés	Axe États-Unis–Afrique	Croissance annuelle 2020–2025	Ratio mobilité sortante/entrante	Co-publications Afrique–Amériques	Croissance Brésil–Afrique lusophone

POINTS CLÉS DE CETTE NOTE STRATÉGIQUE

- **847 accords actifs recensés**

  dont 54 % sur l'axe États-Unis–Afrique anglophone, 18 % Brésil–Afrique lusophone, 14 % Canada–Afrique, 8 % Amérique latine hispanique–Afrique, 6 % Caraïbes–Afrique.

- **Croissance à deux chiffres**

  La coopération académique Afrique–Amériques croît de 17 % par an en valeur nominale depuis 2020, portée par le rebond post-pandémique, la généralisation des outils de coopération à distance et l'engagement croissant des fondations privées américaines.

- **Asymétrie structurelle persistante**

  Malgré la croissance des partenariats, le ratio mobilité sortante-entraine reste de 6:1 en faveur des Amériques. 78 % des co-publications sont initiées par des chercheurs des Amériques, et 83 % des financements de coopération proviennent d'institutions des Amériques.

- **Dynamique brésilienne remarquable**

  Le Brésil constitue le partenaire académique des Amériques le plus rapidement croissant pour l'Afrique. L'UNILAB, la CAPES et le CNPq ont construit un dispositif de coopération lusophone qui constitue le modèle de coopération Sud-Sud le plus abouti dans la région.

- **Diasporas, un levier sous-exploité**

  Les 7,5 millions d'Africains de première et deuxième génération vivant aux États-Unis et au Canada constituent un pont académique naturel encore très insuffisamment mobilisé par les politiques de coopération universitaire des deux régions.

AVERTISSEMENT

Cette note reflète les positions analytiques de l'IEGSI Forum à la date de publication et ne constitue pas un avis juridique ni une recommandation d'investissement. Les données de cartographie reposent sur un recensement exhaustif mais non définitif des partenariats actifs au 30 septembre 2025.

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

TABLE DES MATIÈRES

Introduction ... *p. 3*

I. Anatomie d'une coopération en mutation : état des lieux 2025 ... *p. 3*

1.1 Soixante ans de partenariats : ruptures et continuités ... *p. 3*

1.2 Cartographie des 847 accords actifs ... *p. 5*

1.3 Les acteurs structurants : fondations, agences, universités pionnières ... *p. 7*

II. Analyses régionales : asymétries, dynamiques et angles morts ... *p. 9*

2.1 L'axe États-Unis–Afrique : puissance et limites du modèle dominant ... *p. 9*

2.2 La révolution brésilienne : un modèle Sud-Sud en construction ... *p. 11*

2.3 L'Amérique latine hispanique et les Caraïbes : un potentiel sous-exploité ... *p. 13*

2.4 La diaspora africaine des Amériques : le lien manquant ... *p. 14*

III. Obstacles structurels et leviers d'action ... *p. 16*

3.1 Les déficits institutionnels : reconnaissance des diplômes et crédits ... *p. 16*

3.2 Les financements : fragmentation, courte vue et dépendance ... *p. 17*

3.3 L'enjeu de la réciprocité ... *p. 18*

IV. Cinq axes stratégiques pour une coopération renforcée et rééquilibrée ... *p. 20*

V. Quinze recommandations opérationnelles ... *p. 24*

VI. Trois scénarios à l'horizon 2030 ... *p. 28*

Conclusion ... *p. 30*

Références ... *p. 31*

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

I. Anatomie d'une coopération en mutation : état des lieux 2025

1.1 Soixante ans de partenariats : ruptures et continuités

Les relations académiques entre l'Afrique et les Amériques portent l'empreinte de dynamiques historiques qui continuent de façonner la structure des partenariats contemporains, même lorsque les acteurs de ces partenariats cherchent consciemment à s'en affranchir. La période coloniale et ses suites immédiates ont d'abord imposé une architecture de coopération étroitement calquée sur les liens anciens entre les États africains et leurs ex-puissances coloniales européennes, laissant aux relations Afrique-Amériques une place résiduelle et largement informelle jusqu'à la fin des années 1960. L'émergence du tiers-mondisme et du mouvement des non-alignés dans les années 1960-1970 a constitué un premier moment de réévaluation, en offrant des espaces institutionnels de rencontre entre intellectuels africains et américains, notamment dans les forums de l'ONU et dans les universités historiquement noires des États-Unis qui entretenaient depuis le début du XXe siècle des relations particulières avec les élites intellectuelles africaines.

La fondation Ford, à travers ses programmes African Fellows depuis 1969, et la fondation Rockefeller, avec ses investissements dans les universités africaines dès les années 1960, ont joué un rôle de pionniers dans l'institutionnalisation de la coopération académique États-Unis-Afrique, en finançant des mobilités doctorales, des programmes de recherche conjoints et des réseaux académiques qui ont forgé les premières générations de chercheurs africains formés ou co-formés dans les universités américaines. Ce modèle philanthropique de coopération, centré sur la formation individuelle de talents africains dans les universités américaines, a longtemps constitué le paradigme dominant des relations académiques entre les deux régions, avec ses forces — efficacité de la formation individuelle, création de réseaux durables — et ses limites — risque de fuite des cerveaux, faible développement des capacités institutionnelles locales, reproduction des hiérarchies académiques Nord-Sud.

La période contemporaine, que l'on peut faire commencer avec le programme African Centers of Excellence de la Banque mondiale lancé en 2014, marque une inflexion significative vers des partenariats plus équilibrés, centrés sur le renforcement des capacités institutionnelles africaines plutôt que sur la seule mobilité individuelle. Ce glissement paradigmatique est renforcé par l'affirmation des systèmes universitaires africains eux-mêmes, dont plusieurs ont atteint une masse critique de recherche et une réputation internationale qui leur permettent de négocier des partenariats moins asymétriques que leurs prédécesseurs ne pouvaient l'obtenir.

1.2 Cartographie des 847 accords actifs : géographie, disciplines et modalités

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

La cartographie conduite par l'IEGSI Forum recense 847 accords de partenariat académique et scientifique actifs en 2025 entre établissements africains et établissements des Amériques, au sens d'accords ayant donné lieu à au moins une activité conjointe documentée au cours des vingt-quatre derniers mois. Ce recensement, qui ne prétend pas à l'exhaustivité mais à la représentativité, s'appuie sur le dépouillement des bases de données de l'Association of American Universities, du Réseau des Universités des Capitales d'Afrique, de la Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec, de l'IESALC pour l'Amérique latine et des Caraïbes, et sur les informations fournies par les universités directement contactées dans le cadre de notre enquête.

La répartition géographique de ces 847 accords révèle une architecture fortement polarisée. L'axe États-Unis-Afrique subsaharienne anglophone concentre 457 accords, soit 54 % du total, avec une sur-représentation des partenariats impliquant le Nigeria, le Ghana, l'Afrique du Sud et le Kenya, qui absorbent à eux quatre plus de 60 % des partenariats de cet axe. L'axe Brésil-Afrique lusophone représente 152 accords, soit 18 % du total, avec une forte concentration sur les relations avec le Mozambique, l'Angola, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau et São Tomé-et-Príncipe. Le Canada constitue le troisième partenaire avec 119 accords, soit 14 % du total, avec une présence notable dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest via ses universités bilingues, notamment l'Université d'Ottawa, l'Université Laval et les universités québécoises. L'Amérique latine hispanique, malgré son dynamisme récent, ne représente encore que 68 accords, soit 8 % du total, principalement portés par le Mexique, la Colombie et l'Argentine. Les Caraïbes, avec 51 accords représentant 6 % du total, constituent le partenaire le moins visible mais potentiellement le plus stratégique en termes de partage de trajectoires de développement comparables.

La distribution disciplinaire des partenariats est encore plus révélatrice des logiques implicites qui sous-tendent la coopération académique Afrique-Amériques. Les sciences STEM, entendues comme les sciences exactes, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques, concentrent 517 des 847 accords recensés, soit 61 % du total. La médecine et les sciences de la santé représentent à elles seules 28 % de l'ensemble, reflétant la priorité accordée aux enjeux sanitaires dans les agendas des grandes fondations philanthropiques américaines et des agences de développement. Les sciences de l'environnement, le changement climatique et l'agriculture durable représentent 14 %, en forte croissance depuis 2020 sous l'effet de l'urgence climatique. Les sciences humaines, sociales et les humanités ne représentent que 23 % des accords, une sous-représentation marquée qui reflète à la fois les préférences des financeurs et les asymétries dans les capacités de publication internationale des chercheurs africains dans ces disciplines.

1.3 Les acteurs structurants : fondations, agences, universités pionnières

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

La coopération académique Afrique-Amériques est portée par un écosystème d'acteurs dont il convient de cartographier la diversité et les logiques d'action pour comprendre les forces et les limites du système existant.

Les fondations philanthropiques américaines constituent les acteurs les plus influents dans le financement et l'orientation de la coopération académique. La fondation Carnegie Corporation of New York, qui investit environ 40 millions de dollars par an dans l'enseignement supérieur africain à travers ses programmes Carnegie African Diaspora Fellowship, Next Generation Social Sciences in Africa et Higher Education and Libraries in Africa, a joué un rôle de catalyseur essentiel dans la construction de partenariats entre universités américaines et africaines. La fondation Ford, avec ses programmes International Fellowships et African Century Fellowship, et la fondation Mastercard Foundation, avec son programme Scholars Program et ses partenariats avec des universités africaines, représentent les deuxième et troisième acteurs philanthropiques par l'ampleur de leurs engagements. Ces fondations ont en commun d'adopter des philosophies de plus en plus axées sur le renforcement des capacités africaines endogènes plutôt que sur la seule formation dans les universités américaines, traduisant une prise de conscience des limites du modèle d'exportation vers les Amériques.

Du côté des agences gouvernementales, le programme Fulbright du Département d'État américain reste le mécanisme de mobilité bilatérale le plus ancien et le plus reconnu, avec environ 600 bourses annuelles attribuées à des ressortissants africains en direction des États-Unis et quelques dizaines de bourses en sens inverse. L'USAID Higher Education for Development, qui finance des partenariats institutionnels plutôt que des mobilités individuelles, a contribué depuis sa création à la structuration de relations durables entre universités américaines et africaines dans des domaines jugés prioritaires pour le développement. Du côté brésilien, la CAPES et le CNPq constituent les instruments publics de la politique brésilienne de coopération académique avec l'Afrique, dont l'ambition a été considérablement renforcée depuis le retour au pouvoir d'une administration favorable à la coopération Sud-Sud.

Parmi les établissements universitaires, plusieurs pionniers ont joué un rôle de modèles et de catalyseurs qui méritent d'être signalés. Carnegie Mellon University Africa, installée à Kigali depuis 2011, constitue l'exemple le plus avancé d'un campus américain de recherche pleinement intégré dans un écosystème universitaire africain, avec un modèle de co-formation qui associe étroitement les étudiants rwandais aux programmes de l'université principale. L'Université d'État de Floride et Howard University, cette dernière historiquement connectée aux diasporas africaines, ont construit des programmes de partenariat avec des universités africaines qui vont au-delà des accords formels pour engager des collaborations de recherche durables. Du côté africain, l'University of Cape Town, l'Université de Lagos et l'African Institute for Mathematical Sciences constituent les

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

établissements dont le réseau de partenariats avec les Amériques est le plus étendu et le plus dense.

RÉPARTITION DES 847 ACCORDS PAR AXE GÉOGRAPHIQUE

États-Unis–Afrique subsaharienne anglophone : 457 accords (54 %), dont 60 % concentrés sur Nigeria, Ghana, Afrique du Sud et Kenya.

Brésil–Afrique lusophone : 152 accords (18 %), en croissance de 23 % par an depuis 2020, principalement Mozambique, Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau et São Tomé.

Canada–Afrique : 119 accords (14 %), avec présence notable dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest via les universités bilingues québécoises.

Amérique latine hispanique : 68 accords (8 %), portés par Mexique, Colombie et Argentine, en forte progression depuis 2022.

Caraïbes–Afrique : 51 accords (6 %), principalement Cuba–Afrique subsaharienne (médecine, agriculture) et Jamaïque–Caraïbes anglophones africaines.

Répartition disciplinaire : STEM 61 % (dont santé 28 %, environnement-agriculture 14 %) ; sciences humaines, sociales et humanités 23 % ; droit et sciences politiques 9 % ; arts et création 7 %.

II. Analyses régionales : asymétries, dynamiques et angles morts

2.1 L'axe États-Unis–Afrique : puissance et limites du modèle dominant

L'axe États-Unis-Afrique concentre la majorité des partenariats académiques et la quasi-totalité des financements de coopération entre les deux régions. Sa puissance tient à plusieurs facteurs complémentaires : la domination de l'anglais comme lingua franca de la communication scientifique internationale, qui avantage mécaniquement les universités africaines anglophones ; la présence d'importantes diasporas africaines dans les universités américaines, qui constituent des relais naturels de la coopération ; la densité du tissu philanthropique américain orienté vers l'Afrique ; et l'attractivité des universités américaines pour les étudiants africains les plus brillants, qui génère des réseaux d'anciens étudiants structurant durablement les liens entre les deux espaces académiques.

Ses limites sont néanmoins significatives et de plus en plus perceptibles dans les discours des responsables universitaires africains. La nature asymétrique des partenariats, dans lesquels les universités américaines définissent le plus souvent l'agenda de recherche, fournissent l'essentiel des financements et obtiennent en retour un accès privilégié à des données, des terrains de recherche et des populations que leurs propres contextes ne leur offrent pas, soulève des questions de justice épistémique et de souveraineté intellectuelle auxquelles ni les universités américaines ni leurs partenaires africains n'ont encore apporté de réponses institutionnelles satisfaisantes. La question de la propriété intellectuelle des résultats de la recherche conjointe, et plus particulièrement des droits sur les données

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

collectées en Afrique, fait l'objet de tensions croissantes que plusieurs universités africaines ont commencé à traduire dans des exigences contractuelles plus strictes lors de la négociation de nouveaux accords.

La concentration des partenariats sur un nombre restreint d'universités africaines élites, University of Cape Town, University of Nairobi, University of Ghana, Makerere University, en constitue une deuxième limite importante : elle perpétue les inégalités institutionnelles au sein des systèmes universitaires africains et laisse de côté la grande majorité des établissements d'enseignement supérieur du continent, notamment les universités régionales et les instituts de formation technique et professionnelle dont le rôle dans le développement économique local est souvent plus direct que celui des universités de recherche.

2.2 La révolution brésilienne : un modèle Sud-Sud en construction

La coopération académique du Brésil avec l'Afrique constitue sans doute le développement le plus remarquable de la cartographie Afrique-Amériques de la décennie écoulée. Portée par une vision explicitement politique de la coopération Sud-Sud héritée des présidences Lula et développée sous les administrations suivantes avec des intensités variables, elle a produit des institutions et des mécanismes originaux qui méritent une attention particulière de la part des décideurs et des acteurs académiques des deux régions.

L'Université de l'Intégration Internationale de la Lusophonie Afro-Brésilienne, fondée en 2010 dans l'État du Ceará, constitue l'innovation institutionnelle la plus radicale de la coopération académique Afrique-Brésil. Avec un mandat explicitement dédié à l'intégration des peuples et cultures de l'espace lusophone africain et brésilien, et une politique d'admission réservant 50 % de ses places aux étudiants des pays africains lusophones, l'UNILAB incarne une conception de la coopération académique fondamentalement différente du modèle dominant : non plus un établissement du Nord accueillant des étudiants du Sud, mais une institution qui se constitue elle-même comme un espace hybride de rencontre et de co-construction intellectuelle entre Brésil et Afrique. Si ses résultats restent encore modestes à l'échelle des enjeux — 3 500 étudiants africains inscrits en 2024 — et si ses difficultés budgétaires récurrentes menacent la pérennité de son modèle, l'UNILAB représente une expérimentation institutionnelle dont les enseignements sont précieux bien au-delà de l'espace lusophone.

La CAPES et le CNPq, les deux principales agences brésiliennes de financement de la recherche et de l'enseignement supérieur, ont développé depuis 2010 des programmes spécifiques de coopération avec l'Afrique qui financent des cotutelles de thèse, des missions de professeurs invités et des projets de recherche conjoints. Si l'ambition politique de ces programmes dépasse parfois les moyens qui leur sont alloués, ils ont néanmoins contribué à structurer une communauté de chercheurs brésiliens et africains co-engagés dans des projets

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

scientifiques communs, notamment dans les domaines des maladies tropicales, de l'agriculture durable, des sciences sociales comparatives et des études afro-brésiliennes et africaines.

2.3 L'Amérique latine hispanique et les Caraïbes : un potentiel sous-exploité

L'Amérique latine hispanophone et les Caraïbes représentent les partenaires des Amériques dont le potentiel de coopération académique avec l'Afrique est le plus éloigné de sa réalisation effective. Les obstacles qui expliquent ce sous-développement relatif sont de plusieurs natures, et leur identification est la première étape pour envisager comment les lever.

L'obstacle linguistique est le plus immédiatement perceptible : l'espagnol n'est pas une langue scientifique dominante en Afrique, à l'exception de la Guinée équatoriale, et peu de chercheurs africains ont une maîtrise suffisante de l'espagnol pour s'engager dans des collaborations scientifiques intensives avec des établissements hispanophones. Symétriquement, la pénétration du français, des langues africaines ou même de l'anglais dans les universités hispanophones d'Amérique latine reste limitée. Ce double obstacle linguistique n'est pas insurmontable, et plusieurs universités mexicaines et colombiennes ont commencé à développer des programmes d'échanges avec l'Afrique francophones en s'appuyant sur des chercheurs maîtrisant le français, mais il constitue un frein structurel que les politiques de coopération doivent explicitement adresser.

Les Caraïbes représentent un cas analytiquement distinct. Plusieurs États caribéens, notamment Haïti, Cuba et la Jamaïque, entretiennent avec certaines régions d'Afrique des liens historiques, culturels et parfois linguistiques qui constituent un terreau naturel pour la coopération académique. Cuba, dont la coopération médicale et universitaire avec plusieurs pays africains s'est développée depuis les années 1960 dans le cadre de la politique internationaliste de la Révolution, constitue le partenaire caribéen le plus actif dans les relations académiques avec l'Afrique, avec des accords couvrant notamment la formation médicale, les sciences agricoles et les études de développement. La réactivation et la mise à l'échelle de ces liens historiques dans un cadre institutionnel rénové constituent une opportunité stratégique que la présente note stratégique cherche à mettre en valeur.

2.4 La diaspora africaine des Amériques : le lien manquant

Les 7,5 millions d'Africains de première et deuxième génération vivant aux États-Unis et au Canada, auxquels il faut ajouter les plusieurs dizaines de millions d'Afro-Descendants dont les liens identitaires, culturels et parfois familiaux avec l'Afrique sont réels même si historiquement médiatisés par la traite atlantique, constituent un pont académique naturel

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

entre les deux régions que les politiques de coopération universitaire mobilisent encore très insuffisamment.

Dans les universités américaines, la présence d'une forte communauté de chercheurs d'origine africaine constitue un facteur de familiarité institutionnelle avec les réalités académiques africaines qui devrait normalement faciliter la construction de partenariats. La réalité est cependant plus nuancée : les chercheurs africains établis dans les universités américaines sont souvent dans une position ambivalente vis-à-vis de leurs pays d'origine, tiraillés entre leur intégration dans les milieux académiques américains et leur attachement aux institutions africaines, et les politiques universitaires américaines ne créent pas toujours les incitations nécessaires pour que ces chercheurs investissent du temps et de l'énergie dans la construction de partenariats avec des institutions moins bien dotées.

Le programme Carnegie African Diaspora Fellowship de la fondation Carnegie, qui finance des séjours de recherche et d'enseignement de chercheurs africains de la diaspora américaine dans des universités africaines, constitue l'initiative la mieux pensée pour mobiliser ce capital humain diasporique. Avec 400 fellowships accordés depuis son lancement en 2013 et un taux de satisfaction élevé de la part des bénéficiaires et des universités hôtes, il offre une preuve de concept utile dont l'extension à une échelle significativement plus grande permettrait de décupler l'impact. Des initiatives comparables sont absentes dans la plupart des pays d'Amérique latine, où la construction d'une politique de diaspora académique africaine reste un chantier entièrement à ouvrir.

FOCUS — LE MODÈLE UNILAB : ENSEIGNEMENTS ET TRANSFÉRABILITÉ

Fondée en 2010 dans l'État du Ceará (Brésil), l'UNILAB incarne une conception radicalement différente de la coopération académique Sud-Sud : non pas un établissement du Nord accueillant des étudiants du Sud, mais une institution hybride de co-construction intellectuelle entre Brésil et Afrique. Cinquante pour cent des places réservées aux étudiants africains lusophones, corps enseignant mixte brésilo-africain, programme de recherche axé sur les problématiques communes aux deux régions.

Ses résultats en 2025 : 3 500 étudiants africains inscrits (Mozambique 28 %, Angola 25 %, Cap-Vert 18 %, Guinée-Bissau 15 %, autres 14 %), 180 thèses de doctorat en cotutelle actives, 47 accords de partenariat de recherche avec des universités africaines.

Ses limites : fragilité budgétaire chronique, difficultés d'insertion professionnelle des diplômés africains dans leur pays d'origine faute de reconnaissance des diplômes, concentration excessive sur l'espace lusophone.

Son potentiel : le modèle est conceptuellement transférable à d'autres espaces linguistiques (francophone, anglophone, swahili) et sa réplication à des thématiques émergentes comme les transitions numériques et énergétiques représente une opportunité stratégique explicite.

III. Obstacles structurels et leviers d'action

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

3.1 Les déficits institutionnels : reconnaissance des diplômes, portabilité des crédits

La coopération académique Afrique-Amériques se heurte à une série de déficits institutionnels qui compliquent la mise en œuvre des partenariats même lorsque la volonté politique des deux parties est réelle. Le plus fondamental de ces déficits est l'absence quasi-générale de mécanismes de reconnaissance mutuelle des diplômes et de portabilité des crédits académiques entre les systèmes universitaires africains et américains.

Du côté des systèmes africains, la diversité est considérable : les pays anglophones ont généralement adopté le système de crédits inspiré du modèle britannique, les pays francophones ont migré à des rythmes variables vers le système LMD, les pays lusophones utilisent des systèmes variables, et les pays arabophones d'Afrique du Nord ont leurs propres architectures de diplômes. Cette diversité interne au continent africain rend très difficile la construction de cadres de reconnaissance mutuelle qui soient à la fois techniquement cohérents et politiquement acceptables. Du côté des Amériques, le système américain de crédits semestriels et le système brésilien sont mutuellement incompatibles sur le plan technique avec la plupart des systèmes africains, ce qui oblige chaque établissement à négocier bilatéralement des équivalences qui ne peuvent être généralisées à d'autres partenariats.

Des initiatives régionales cherchent à progresser sur ce terrain : le Cadre de Qualifications pour l'Espace Africain de l'Enseignement Supérieur, développé par l'Union Africaine dans le cadre de la Harmonisation de l'Enseignement Supérieur en Afrique, est en cours de finalisation depuis plusieurs années. La Déclaration de Tunis de l'Union Africaine sur la reconnaissance des qualifications a posé les principes directeurs d'un système panafricain de reconnaissance des diplômes. Ces initiatives restent cependant très incomplètes dans leur mise en œuvre et leur extension aux systèmes américains n'est même pas à l'agenda des négociations internationales en cours.

3.2 Les financements : fragmentation, courte vue et dépendance asymétrique

L'architecture de financement de la coopération académique Afrique-Amériques présente des fragilités structurelles dont la correction est indispensable pour garantir la durabilité et l'équilibre des partenariats existants et futurs. Trois fragilités méritent une attention particulière.

La fragmentation des sources de financement est la première. La très grande majorité des partenariats recensés dans notre cartographie repose sur des financements projectuels à durée limitée, généralement trois à cinq ans, qui ne créent pas les conditions de durabilité institutionnelle nécessaires à la construction de coopérations académiques véritablement transformatrices. À l'expiration de chaque financement, les partenariats risquent de s'interrompre si aucune source de substitution n'est identifiée, et la recherche de nouveaux

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

financements mobilise une part significative de l'énergie des responsables académiques qui devrait être consacrée aux activités intellectuelles elles-mêmes. Ce régime de projectisation de la coopération académique est particulièrement défavorable aux établissements africains, dont les capacités administratives de gestion de projets sont souvent plus limitées que celles de leurs partenaires des Amériques.

La concentration des financements sur quelques grandes fondations américaines constitue la deuxième fragilité : Carnegie, Ford, Mastercard Foundation et Wellcome Trust concentrent plus de 60 % des financements philanthropiques de la coopération académique Afrique-États-Unis, créant une dépendance qui expose l'ensemble du système aux aléas des stratégies institutionnelles de ces fondations. L'asymétrie des contributeurs constitue la troisième fragilité : avec 83 % des financements de coopération provenant d'institutions des Amériques, les établissements et gouvernements africains ne disposent pas de leviers suffisants pour orienter les agendas de coopération dans des directions correspondant à leurs priorités de développement.

3.3 L'enjeu de la réciprocité : mobilité inversée et équité de la recherche conjointe

La question de la réciprocité dans la coopération académique Afrique-Amériques est au cœur des débats actuels sur l'avenir de ces relations, et elle mérite une attention qui dépasse la seule réponse statistique au déséquilibre des flux de mobilité. La réciprocité ne se réduit pas à l'égalité arithmétique du nombre d'étudiants et de chercheurs échangés dans chaque direction, ce qui n'est ni réaliste ni nécessairement souhaitable compte tenu des différences de niveaux de développement des systèmes universitaires impliqués. Elle renvoie à quelque chose de plus fondamental : l'équité dans la contribution à la définition des agendas de recherche, la reconnaissance symétrique de la contribution intellectuelle des chercheurs africains dans les travaux conjoints, et le partage équitable des bénéfices économiques et symboliques de la coopération.

Sur la question de l'agenda de recherche, plusieurs universités africaines ont commencé à formuler des exigences explicites lors de la négociation de nouveaux accords de partenariat : exigence que les projets de recherche conjoints correspondent aux priorités définies par les équipes africaines et non aux seules curiosités académiques des partenaires américains, exigence d'une co-signature en premier auteur pour les publications issues de données collectées sur le terrain africain, exigence que les résultats soient rendus accessibles en formats appropriés aux utilisateurs africains potentiels. Ces exigences, parfois perçues comme des obstacles par les partenaires des Amériques, représentent en réalité une maturité institutionnelle africaine croissante qui est une bonne nouvelle pour la qualité et la durabilité des partenariats futurs.

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

Sur la question de la mobilité inversée, la faiblesse de la présence d'étudiants et de chercheurs américains dans les universités africaines constitue un manque réel dont les conséquences vont au-delà du simple déséquilibre statistique. L'exposition directe des jeunes chercheurs américains aux réalités intellectuelles et institutionnelles africaines représente un investissement dans la qualité de la compréhension interculturelle que les formations à distance ne peuvent pas remplacer. Plusieurs universités américaines ont commencé à développer des programmes d'immersion en Afrique, notamment à travers le réseau SEA-Change et les programmes Africa Study Abroad de plusieurs grandes universités, mais ces initiatives restent marginales au regard de l'immensité du déficit de présence américaine sur le continent.

DONNÉES — SOURCES DE FINANCEMENT DE LA COOPÉRATION ACADÉMIQUE AFRIQUE–AMÉRIQUES (2024)

Fondations philanthropiques américaines : 48 % du financement total estimé, dont Carnegie Corporation (40 M$/an), Ford Foundation (25 M$/an), Mastercard Foundation (35 M$/an), Wellcome Trust (18 M$/an).

Agences gouvernementales américaines : 22 % du total (USAID HED 180 M$/an tous programmes, programme Fulbright 45 M$/an pour l'Afrique).

Gouvernements et agences des Amériques hors États-Unis : 13 % du total (CAPES Brésil 28 M$/an, AMEXCID Mexique 8 M$/an, COLCIENCIAS Colombie 4 M$/an).

Organisations multilatérales : 9 % du total (Banque mondiale-ACE, UNESCO, OIF).

Universités et établissements : 8 % (financements internes des établissements sur leurs budgets propres).

Gouvernements africains : moins de 3 % du total — la dépendance asymétrique est structurelle et appelle une réponse politique délibérée.

IV. Cinq axes stratégiques pour une coopération renforcée et rééquilibrée

Sur la base de la cartographie conduite et de l'analyse des forces et faiblesses du système existant, l'IEGSI Forum identifie cinq axes stratégiques dont la mobilisation simultanée pourrait, à l'horizon 2030, transformer substantiellement la qualité et l'équité de la coopération académique Afrique-Amériques. Ces axes ne sont pas des recommandations indépendantes mais des dimensions d'une stratégie intégrée dont la cohérence conditionne l'efficacité.

Axe 1 — Rééquilibrage géographique et linguistique

Le premier axe stratégique vise à corriger les déséquilibres géographiques et linguistiques que notre cartographie a mis en évidence, en orientant les efforts de

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

développement de nouveaux partenariats vers les zones et les espaces linguistiques actuellement sous-représentés. Concrètement, cela implique un effort délibéré pour développer des partenariats entre l'Afrique francophone et les universités d'Amérique latine hispanophone et caribéenne, en s'appuyant sur les nœuds bilingues existants — Québec, Haïti, certaines universités mexicaines et colombiennes dotées de départements de français — pour créer des ponts institutionnels. Cela implique également un effort pour étendre les partenariats à des universités africaines moins bien dotées que les établissements élites qui concentrent actuellement l'essentiel des accords, notamment les universités régionales et les instituts techniques supérieurs dont le rôle dans le développement économique local est souvent plus immédiat. La constitution d'un fonds dédié à la mobilité académique dans l'espace Afrique-Amériques du Sud, abondé par les agences de coopération brésilienne, mexicaine, colombienne et africaine, constituerait un instrument utile de cet effort de rééquilibrage.

Axe 2 — Développement de la réciprocité institutionnelle

Le deuxième axe stratégique vise à transformer la logique des partenariats de l'absorption unilatérale vers l'échange réciproque. Cela passe par plusieurs changements institutionnels : l'adoption de chartes de partenariat équitable qui définissent les droits et obligations des parties sur les questions de propriété intellectuelle, de définition des agendas de recherche et de partage des bénéfices ; la création d'incitations pour que les enseignants-chercheurs des universités des Amériques effectuent des séjours de recherche et d'enseignement dans les universités africaines partenaires, notamment à travers des systèmes de valorisation dans les promotions académiques ; et le développement de chaires croisées qui institutionnalisent la présence simultanée de chercheurs africains dans des universités américaines et de chercheurs américains dans des universités africaines sur des thématiques de recherche partagées. Le programme Mirrors en cours de développement par plusieurs universités africaines et américaines, qui vise à créer des équipes de recherche parfaitement symétriques sur des thèmes de développement, constitue un modèle prometteur dont la réplication et la mise à l'échelle méritent d'être soutenues.

Axe 3 — Valorisation des diasporas africaines des Amériques

Le troisième axe stratégique vise à transformer les diasporas africaines des Amériques, aujourd'hui insuffisamment mobilisées, en acteurs centraux de la coopération académique entre les deux régions. Le modèle du Carnegie African Diaspora Fellowship Program doit être étendu et diversifié : en termes de disciplines couvertes, actuellement trop concentrées sur les STEM ; en termes de pays bénéficiaires en Afrique, actuellement très focalisés sur un petit nombre de pays anglophones ; et en termes de modalités de coopération, en allant

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

au-delà des séjours individuels vers des mécanismes de co-encadrement doctoral à distance et de mentorat institutionnel de long terme. Les gouvernements africains ont également un rôle à jouer en construisant des politiques actives d'engagement de leurs diasporas académiques dans les Amériques, en créant des bases de données des compétences disponibles dans la diaspora et des mécanismes incitatifs pour les mobiliser au service du développement des institutions d'enseignement supérieur nationales.

Axe 4 — Renforcement de la coopération en sciences humaines et sociales

Le quatrième axe stratégique vise à corriger le déséquilibre disciplinaire en faveur des STEM qui caractérise l'architecture actuelle de la coopération académique Afrique-Amériques. Les sciences humaines, sociales et les humanités ne sont pas un luxe que se permettent les pays riches et dont les pays en développement peuvent se passer : elles constituent le substrat intellectuel indispensable à la compréhension des dynamiques politiques, culturelles, économiques et sociales qui conditionnent les trajectoires de développement. La faiblesse relative des partenariats dans ces disciplines prive la recherche sur l'Afrique et les Amériques de certains des regards les plus productifs sur des questions fondamentales. Un programme dédié de coopération en sciences humaines et sociales Afrique-Amériques, s'appuyant notamment sur le CODESRIA et sur les institutions de recherche en sciences sociales des Amériques, avec des financements dédiés et une gouvernance partagée, constituerait une réponse structurelle à ce déficit.

Axe 5 — Construction d'architectures institutionnelles durables

Le cinquième axe stratégique vise à remplacer progressivement la logique de financement projectuel par des architectures institutionnelles durables qui ancrent la coopération dans des obligations mutuelles à long terme. Concrètement, cela passe par la création d'Instituts de Recherche et d'Enseignement Conjoints Afrique-Amériques, dotés de personnalités juridiques propres, de financements pluriannuels et de gouvernances mixtes, sur le modèle des Unités Mixtes de Recherche franco-africaines dont quelques expériences réussies existent. Cela implique également le développement d'universités co-accréditées sur le modèle de l'UNILAB brésilienne, étendues à d'autres espaces linguistiques et thématiques. Le lancement d'un réseau Afrique-Amériques des universités de recherche, similaire à ce que font les réseaux Erasmus en Europe ou CONAHEC pour l'Amérique du Nord, fournirait une infrastructure de coopération permanente qui réduirait les coûts de transaction de la coopération bilatérale et créerait des économies d'échelle dans le financement de la mobilité et de la recherche conjointe.

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

V. Recommandations opérationnelles

Sur la base des cinq axes stratégiques identifiés, l'IEGSI Forum formule quinze recommandations opérationnelles à l'attention des gouvernements, des institutions universitaires, des fondations et des organisations internationales concernées par le développement de la coopération académique entre l'Afrique et les Amériques.

À l'attention des gouvernements africains et américains

Recommandation 1

Négocier des accords-cadres bilatéraux de coopération universitaire entre l'Union Africaine et les organisations d'intégration régionale des Amériques, OEA, CELAC, CARICOM, qui définissent les principes directeurs de la réciprocité, de la propriété intellectuelle et du financement partagé.

Recommandation 2

Créer un mécanisme de financement multilatéral dédié à la mobilité académique dans l'espace Afrique-Amériques, abondé par des contributions publiques des deux régions, qui réduise la dépendance actuelle vis-à-vis des financements philanthropiques américains et permette aux institutions africaines de cofinancer leurs partenariats.

Recommandation 3

Lancer des négociations pour la mise en place de mécanismes de reconnaissance mutuelle des diplômes et de portabilité des crédits académiques entre les espaces régionaux africains et américains, en s'appuyant sur les travaux du Cadre de Qualifications pour l'Espace Africain de l'Enseignement Supérieur.

Recommandation 4

Développer des politiques nationales d'engagement des diasporas académiques africaines dans les Amériques, incluant des bases de données des compétences disponibles et des mécanismes d'incitation financière pour les séjours de recherche et d'enseignement en Afrique.

À l'attention des institutions universitaires

Recommandation 5

Adopter des chartes de partenariat équitable dans tous les nouveaux accords de coopération qui définissent explicitement les droits et obligations des parties sur les questions de propriété intellectuelle, de définition des agendas de recherche, de partage des publications et de bénéfices économiques éventuels.

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

Recommandation 6

Créer des incitations institutionnelles, notamment dans les systèmes de promotion académique, pour que les chercheurs des universités des Amériques effectuent des séjours de recherche et d'enseignement dans les universités africaines partenaires, et pas seulement des missions ponctuelles de courte durée.

Recommandation 7

Développer des programmes de co-encadrement doctoral à distance entre universités africaines et américaines, qui permettent aux étudiants africains de préparer leur doctorat dans leur pays tout en bénéficiant de l'expertise de co-directeurs des Amériques.

Recommandation 8

Créer des chaires croisées financées conjointement qui institutionnalisent la présence alternée de chercheurs africains dans des universités américaines et de chercheurs américains dans des universités africaines sur des thématiques de recherche partagées.

À l'attention des fondations et organisations philanthropiques

Recommandation 9

Étendre le programme Carnegie African Diaspora Fellowship Program en termes de disciplines, de pays bénéficiaires et de modalités de coopération, en allant au-delà des séjours individuels vers des mécanismes de mentorat institutionnel de long terme.

Recommandation 10

Créer un programme dédié de financement de la coopération en sciences humaines, sociales et humanités entre l'Afrique et les Amériques, sur le modèle de ce que CODESRIA a fait pour l'Afrique mais avec une dimension explicitement transatlantique incluant les partenaires des Amériques.

Recommandation 11

Adopter des principes de financement pluriannuel sur au moins dix ans pour les partenariats institutionnels, en reconnaissant que la construction de coopérations académiques véritablement transformatrices exige des horizons temporels incompatibles avec les financements projectuels triennaux actuellement dominants.

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

À l'attention des organisations internationales

Recommandation 12

L'UNESCO et ses partenaires régionaux devraient lancer une initiative de cartographie systématique et de standardisation des formats de données sur la coopération académique Afrique-Amériques, qui permette de suivre les progrès vers les objectifs de réciprocité et d'équité de manière transparente et comparable.

Recommandation 13

L'Union Africaine, en partenariat avec les organisations régionales des Amériques, devrait créer un réseau Afrique-Amériques des universités de recherche, structuré autour de thématiques de recherche d'intérêt commun, notamment le changement climatique, les maladies tropicales, la sécurité alimentaire et les transitions numériques.

Recommandation 14

Développer des programmes d'Africa Study Abroad coordonnés entre universités des Amériques, qui permettent d'augmenter substantiellement le nombre d'étudiants américains ayant une expérience directe des réalités universitaires et intellectuelles africaines.

Recommandation 15

Créer un Observatoire de la coopération académique Afrique-Amériques, co-piloté par des institutions des deux régions, chargé de produire une cartographie annuelle actualisée des partenariats et de formuler des recommandations sur les orientations stratégiques à privilégier pour l'année suivante.

VI. Trois scénarios pour la coopération académique Afrique-Amériques à l'horizon 2030

Scénario 1 — La continuité augmentée

Dans ce scénario de continuation et d'approfondissement des tendances actuelles, la coopération académique Afrique-Amériques continue de croître à un rythme soutenu, portée par la montée en puissance des systèmes universitaires africains, l'intérêt croissant des universités américaines pour l'Afrique et la généralisation des outils de coopération à distance. Le nombre de partenariats actifs passerait de 847 à environ 1 500 d'ici 2030. Les déséquilibres structurels actuels persisteraient cependant : la domination de l'axe États-Unis-Afrique anglophone, la concentration sur les STEM, l'asymétrie des flux de mobilité et la dépendance vis-à-vis des financements philanthropiques américains resteraient des caractéristiques fondamentales du système. L'impact de la coopération sur le développement des systèmes universitaires africains resterait significatif mais insuffisant au regard du potentiel.

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

Scénario 2 — La transformation rééquilibrée

Ce scénario, le plus favorable, suppose que les recommandations formulées dans cette note et dans des initiatives comparables trouvent une traduction institutionnelle et financière significative avant 2027. La coopération académique Afrique-Amériques connaîtrait une transformation qualitative notable : développement substantiel de l'axe Brésil-Afrique lusophone, avec l'UNILAB comme modèle répliqué dans d'autres espaces linguistiques ; émergence d'un réseau Afrique-Amériques des universités de recherche structurant une coopération multilatérale moins dépendante des accords bilatéraux ; correction partielle du déséquilibre de mobilité grâce à des programmes ciblés de mobilité inversée ; et adoption de chartes de partenariat équitable dans une majorité de nouveaux accords. Dans ce scénario, la coopération académique Afrique-Amériques contribuerait de manière substantielle à la fois au développement des systèmes universitaires africains et à une meilleure compréhension des réalités africaines dans les institutions académiques des Amériques.

Scénario 3 — La rupture géopolitique

Ce scénario moins favorable suppose une détérioration des contextes géopolitiques qui affecterait négativement la coopération académique. Les tensions entre grandes puissances dans les politiques africaines pourraient conduire certains gouvernements africains à reconsidérer leurs partenariats académiques avec les institutions des Amériques, perçus comme des vecteurs d'influence culturelle ou économique incompatibles avec les nouvelles orientations de politique étrangère. Un repli américain sur l'internationalisme académique, alimenté par des politiques restrictives en matière de visas étudiants ou par une remise en question du financement public de la coopération internationale, affecterait significativement les flux de mobilité et les ressources disponibles pour les partenariats. Dans ce scénario, la coopération académique Afrique-Amériques stagnerait ou régresserait, au détriment des deux régions mais surtout des institutions africaines qui bénéficient le plus des ressources et des opportunités générées par ces partenariats.

Conclusion

La cartographie conduite par l'IEGSI Forum confirme l'intensification remarquable de la coopération académique entre l'Afrique et les Amériques au cours des cinq dernières années, tout en mettant en évidence des déséquilibres structurels qui limitent le potentiel transformateur de ces relations pour les systèmes universitaires africains. Le défi n'est pas de multiplier le nombre de partenariats, mais de transformer leur nature : d'une logique d'absorption et de formation vers une logique d'échange et de co-production intellectuelle ; d'une concentration sur quelques grandes universités élites vers une distribution plus large qui touche les institutions dont le rôle dans le développement territorial est le plus direct ; d'une dépendance asymétrique vis-à-vis des financements américains vers une architecture de co-financement qui donne aux institutions africaines les moyens d'orienter les agendas de coopération.

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

La réalisation de ce scénario de transformation rééquilibrée exige une action délibérée de l'ensemble des acteurs concernés : gouvernements africains et américains, institutions universitaires, fondations philanthropiques et organisations internationales. Elle exige également une volonté explicite de nommer et d'adresser les déséquilibres existants plutôt que de les dissimuler derrière des discours de partenariat qui ne rendent pas compte de la réalité des rapports de force institutionnels.

L'IEGSI Forum continuera de suivre et d'analyser ces dynamiques dans ses publications annuelles et invite l'ensemble de ses partenaires institutionnels à contribuer à l'actualisation de cette cartographie et à l'enrichissement collectif de la réflexion stratégique sur la coopération académique entre l'Afrique et les Amériques.

IEGSI Forum

Plateforme de dialogue stratégique et de coopération internationale

Note Stratégique N° 007 · Octobre 2025 · Diffusion publique

forum@iegsi.eu · www.iegsi.eu · © 2025 IEGSI

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu

RÉFÉRENCES

Références bibliographiques et documentaires citées dans cette note, conformément au style APA 7e édition.

African Union. (2023). Continental Education Strategy for Africa 2016-2025: Implementation Progress Report. Commission de l'Union Africaine.

Altbach, P. G., et de Wit, H. (2021). The new reality of international higher education. Journal of Studies in International Education, 25(1), 3-6.

Carnegie Corporation of New York. (2024). Higher Education and Libraries in Africa: Program Report 2024. Carnegie Corporation.

CAPES. (2024). Relatório Anual de Cooperação Internacional: Programa África. Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior.

CNUCED. (2023). Rapport sur le développement économique en Afrique : la migration en tant que facteur de développement. Nations Unies.

CODESRIA. (2024). State of Social Science Research in Africa Report 2024. Council for the Development of Social Science Research in Africa.

de Wit, H., Hunter, F., Howard, L., et Egron-Polak, E. (dir.). (2015). Internationalization of Higher Education. European Parliament.

Friesenhahn, I., et Beaudry, C. (2015). Global Research Collaboration: Trends and Opportunities. International Centre for Trade and Sustainable Development.

Jowi, J. O. (2021). African higher education internationalization: Moving from periphery to agency. Journal of Studies in International Education, 25(4), 364-378.

Knight, J. (2004). Internationalization remodeled: Definition, approaches, and rationales. Journal of Studies in International Education, 8(1), 5-31.

Langenhove, L. V., et de Lombaerde, P. (2007). The EU as a global actor and the emergence of third generation regionalism. Perspectives on European Politics and Society, 8(1), 90-107.

MasterCard Foundation. (2024). Secondary Education in Africa Program: Five-Year Report. Mastercard Foundation.

Mohamedbhai, G. (2014). Massification in higher education institutions in Africa. International Journal of African Higher Education, 1(1).

ONU-Habitat. (2023). World Cities Report 2022: Envisaging the Future of Cities. Nations Unies.

Plum, A., et Grüneberg, A. (2019). Brain drain, brain gain and brain circulation: Key determinants of high-skilled migration patterns. Migration Policy Institute.

Ramphele, M. (2020). The role of African universities in the development of Africa. Journal of Higher Education in Africa, 18(1), 1-10.

Soysal, Y. N., et Strang, D. (1989). Construction of the first mass education systems in nineteenth century Europe. Sociology of Education, 62(4), 277-288.

UNILAB. (2024). Relatório de Gestão 2024. Universidade da Integração Internacional da Lusofonia Afro-Brasileira.

UNESCO. (2024). Global Education Monitoring Report 2024. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Zeleza, P. T. (2012). Internationalisation of African higher education: The global context. Internationalisation of African Higher Education Conference Proceedings.

© 2025 IEGSI Forum · www.iegsi.eu · forum@iegsi.eu